



Monsieur le Directeur Académique,

Cette CAPD est la première qui fait suite aux élections professionnelles. Lors de ce scrutin, le SNUipp-FSU des Deux-Sèvres a été largement conforté dans sa place de syndicat majoritaire dans notre département, avec 54% des voix. Cette place a d'ailleurs aussi été confortée au niveau national. Nous prenons toute la mesure de la confiance que nous accordent nos collègues et nous continuerons à défendre dans les instances et dans notre travail au quotidien les droits de tous nos collègues et notre projet pour l'école.

Dans le même temps, la situation sociale de notre pays est particulièrement agitée. Gilets Jaunes, Stylos Rouges, plusieurs mouvements qui expriment la colère face à une classe dirigeante toujours plus avide de faire des profits sur le dos du peuple. Notre président récolte aujourd'hui le fruit de plusieurs décennies de politique au profit d'un capitalisme outrancier. Cette politique, nous la dénonçons depuis toujours et nous réclamons une politique sociale au profit de tous, et notamment de tous les élèves. Si nous ne partageons pas toutes les revendications de nos concitoyens qui sont dans la rue depuis plusieurs semaines, nombre de leurs demandes sont celles que notre syndicat porte. En ce qui concerne plus particulièrement l'école et les personnels de l'Éducation Nationale, il est urgent que ce gouvernement revalorise notre travail par une reconnaissance effective de nos heures, mais aussi par une revalorisation salariale aujourd'hui plus que nécessaire. Au lieu de cela, le rétablissement du jour de carence, la remise en cause de notre liberté pédagogique, l'école du « tout évaluation », la remise en cause de la direction d'école par des collègues enseignants, la remise en cause de la maternelle, le cadeau fait aux écoles privées ... Autant de provocations inacceptables pour tous nos collègues.

Nous tenions aussi à vous signaler ici que cette année dans les Deux-Sèvres, les collègues T1 n'ont pas pu bénéficier de la revalorisation due à leur changement d'échelon dès le mois de septembre. Ce manque à gagner a pénalisé nombre de nos collègues et nous semble inacceptable.

Notre syndicat dénonce des conditions de travail qui se dégradent de plus en plus chaque année, réclame des moyens supplémentaires dans toutes les écoles et pas uniquement pour les médiatiques Réseaux Éducation Prioritaire, sans que notre ministre ne daigne nous écouter ou engager un dialogue constructif. La dotation aujourd'hui connue pour l'académie de Poitiers ne laisse pas présager d'amélioration.

Nous faisons donc le vœu pour cette nouvelle année que nos dirigeants prennent l'entière mesure de la colère sociale qui grandit dans notre pays, et qu'une juste répartition des richesses permette de redonner à l'école ses lettres de noblesse.